



Mobilisation à la mitigation: habitations étanches à coût modéré en Afrique du Sud

Les résidents d'un quartier d'habitations à coût modéré cotisent pour rendre leurs habitations étanches dans la perspective de futures catastrophes.

Ailsa Holloway
Programme de mitigation
des catastrophes pour des
moyens d'existence durable
(DiMP)
holloway@enviro.uct.ac.za
www.egs.uct.ac.za/dimp/
main.htm

En mars 2003, un " événement climatique extrême " de 2003 "exceptionnellement isolé " a traversé l'intérieur sud-est de la partie ouest du Cap en Afrique du Sud. Les fortes pluies et les vents forts produits par ce système puissant ont provoqué des dégâts immédiats, ainsi qu'une vaste inondation et des trombes d'eaux pluviales. Résultat : 26 millions de dollars US de pertes immédiates notamment dans le secteur agricole et celui du réseau des transports routiers, et 3 morts - dûs aux coups de vent.

Cependant, le gros de l'impact de cet événement sur les populations était au niveau des communautés et des ménages démunis, notamment ceux qui occupaient des logements du type " Programme de reconstruction et de développement " (RDP en anglais) au cours des années précédentes. Ces maisons, situées dans des ensembles de logement à loyer modéré - pour répondre au retard considérable accumulé au niveau des logements formels - n'étaient tout simplement pas " étanches " à des pluies


exceptionnelles. Mais en fait, seuls 12 ménages sur les 772 qui ont sollicité l'aide de l'Etat - après l'événement susmentionné - étaient vraiment " victimes d'inondation ", les autres demandes d'aide sociale émanaient généralement de foyers dans lesquels des biens et de la nourriture avaient subi des dommages graves causés par la pluie et l'infiltration de l'eau aux niveaux de la toiture et des murs.

A Suurbraak, un des établissements humains victimes, 201 foyers ont reçu un montant d'environ 250 dollars US du Département de l'Assistance Sociale et de l'Allègement de la pauvreté, à titre d'indemnisation pour les articles ménagers endommagés.

Un grand nombre de résidents de Suurbraak ont cependant pris conscience du fait que leurs maisons étaient vulnérables à des pluies exceptionnelles, car leurs murs n'étaient ni couverts de plâtre ni rendus étanches par l'application de peintures qui résistent à l'eau, ce qui accentue la perméabilité des murs de briques à l'eau. Par conséquent, le jour de paiement de l'indemnisation d'aide sociale susmentionnée, la communauté s'est réunie pour mettre sur pied un " Comité Construction " servant de forum de coordination des résidents pour la réparation des maisons et pour les rendre étanches à l'eau.



Composé de représentants de résidents, du comité local sur les catastrophes et de la municipalité de Swellendam, le " Comité Construction " servait de mécanisme à travers lequel 60 foyers ont pu mettre ensemble 11.000 dollars US à partie du montant total de l'indemnisation d'aide sociale qu'ils ont obtenue. L'argent ainsi collecté a servi à l'achat, au prix de gros, de matériaux de construction, dont 400 sacs de ciment, des briques, du sable et de la peinture qui résiste à l'eau. La municipalité de Swellendam a facilité le processus en offrant l'assistance technique de son Département Engineering, et en aidant à l'emménagement des matériaux et à leur transport vers Suurbraak. Par ailleurs, ces résidents ont sollicité



l'expertise d'entrepreneurs de construction de Suurbraak même, à titre bénévole. Les travaux proprement dits ont commencé le 23 juin 2003, trois mois exactement après le jour où l'état de catastrophe avait été déclaré.

En bref, l'expérience de Suurbraak illustre parfaitement la thèse selon laquelle tout partenariat de collaboration entre résidents, institutions locales et autorités locales peut renforcer le sens d'identification de la communauté aux risques de catastrophe - dans la phase qui suit une catastrophe -, réduisant ainsi la vulnérabilité aux conditions météorologiques extrêmes à venir.



Cependant, la réponse de Suurbraak à cet " événement exceptionnellement isolé " montre également qu'une grande vulnérabilité sociale et économique accentue davantage l'impact des événements climatiques et des autres chocs externes.

Il est à noter que près de 70 pour cent des foyers victimes des fortes pluies ont choisi de ne pas rendre étanches leurs maisons. Ils ont décidé de se consacrer à ce qu'ils perçoivent comme des priorités urgentes ou plus pressantes: achat de nouveaux articles de ménage du genre tapis, armoire, paiement de dettes envers la municipalité... ou de produits alimentaires manquants.

Bref, un cas de plus qui nous éclaire sur le problème relatif à la promotion de la réduction des risques à long terme au sein des communautés pauvres et à risques, celles-ci devant faire face à des problèmes de survie quotidienne. D'où la nécessité impérieuse d'établir des liens entre initiatives de réduction des catastrophes et efforts de réduction de la vulnérabilité sociale et économique.